

Pour une nouvelle section d'économie « Économie et Société » au CNU

Nous, économistes de l'AFEP, mais aussi sociologues, historiens, juristes, spécialistes des sciences de gestion, et des sciences politiques réclamons la création d'une nouvelle section d'économie.

Où va notre système économique ? Où vont nos sociétés qui subissent si violemment les soubresauts de la crise ? Comment en est-t-on arrivé là ? Comment réagir ?

Les signataires de ce texte considèrent que la situation actuelle ne révèle pas seulement une crise de l'économie, mais également une crise intellectuelle profonde, celle de la pensée économique. Les causes de cette crise sont nombreuses, et les solutions à y apporter se situent entre autres dans l'inventivité théorique et pratique. Mais nous souhaitons pointer ici une cause institutionnelle qui bloque cette inventivité, et à laquelle une réponse politique, simple et rapide, pourrait être apportée. Une solution qui redonnerait immédiatement du souffle à la réflexion sur les affaires économiques et sociales de notre temps.

La production de la science n'est en effet pas qu'affaire de pensées individuelles éthérées. Elle s'inscrit toujours dans un cadre institutionnel. En science économique, ce cadre a failli : il faut le changer. C'est ce que s'emploie à faire depuis maintenant plus de deux ans l'Association française d'économie politique ([AFEP](#)) qui plaide pour le pluralisme des idées, des méthodes et des objets au sein de sciences économiques qu'elle souhaiterait voir replacées dans le cadre général des sciences sociales.

Le constat de l'AFEP, regroupant aujourd'hui plus de 500 adhérents, est simple : la pensée économique s'est progressivement nécrosée au fur et à mesure qu'elle s'écartait de sa posture originale de « science sociale » pour se calquer artificiellement sur les pratiques, les modalités d'organisation et de formalisation, et sur les critères de scientificité supposés être ceux des « sciences normales » fondées sur l'existence de régularités naturelles. Cette dérive, profonde, est allée trop loin pour espérer que la simple bonne volonté de quelques-uns (il n'en manque sans doute pas) suffise pour parcourir le chemin inverse.

La réalité du paysage scientifique des économistes aujourd'hui, en France, mais aussi au niveau international, est celle d'un rétrécissement considérable des méthodes et des concepts tolérés par la communauté scientifique comme « véritablement scientifiques ». Les cadres du milieu universitaire (les « professeurs des universités »), qui encadrent des thèses, président des jurys, dirigent des masters ou des laboratoires, appartiennent presque tous aujourd'hui à un *mainstream* fondé sur un mixte constitué de méthodes mathématiques (assorties fréquemment d'une validation économétrique) et de la conceptualisation abstraite d'un *homo oeconomicus* maximisateur ayant vocation, *a priori*, à expliquer *toutes* les interactions sociales.

Faute d'une réforme institutionnelle, à horizon d'une dizaine d'années, la profession des économistes en France ne produira plus aucun économiste s'inspirant de la solide et longue tradition de l'économie politique (classique, marxiste, keynésienne, institutionnaliste, hayékienne, walrassienne, etc.). Déjà aujourd'hui, la voix de l'économie politique peine à se

faire entendre dans un débat public saturé de références au seul *mainstream*. L'appauvrissement actuel des programmes de lycée consacrés à l'étude des sciences économiques et sociales apparaît ainsi comme une véritable répétition de cet assèchement en marche de la réflexion sur nos économies.

Or, jamais plus qu'aujourd'hui nous n'avons eu besoin de débattre du fonctionnement concret de nos économies et de leur possible réforme. Pour que la démocratie respire à nouveau, le débat économique et social en son sein doit être nourri d'une *pluralité* d'analyses entre lesquelles il convient aux citoyens, et aux politiques qu'ils élisent, d'arbitrer. Pour que la pensée économique marche à nouveau sur ses deux pieds, l'approche formelle, qui a sa pertinence, et l'approche institutionnaliste, qui renvoie à l'idée d'une construction sociale des faits, y compris des faits économiques, doivent pouvoir cohabiter. Il en va de la formation d'économistes conscients de l'imbrication étroite des phénomènes économiques et sociaux. Il en va aussi de la remise en marche, par la recherche, de la boîte à idées que les économistes peuvent et doivent fournir au débat public.

Ce constat, longuement étayé depuis deux ans par plusieurs rapports et articles accessibles en ligne (voir [cette page](#)), nous conduit à *demander la création, au sein de l'institution qui organise la formation supérieure et la recherche en France, le Conseil national des universités (CNU), d'une nouvelle section intitulée « Economie et Société »*. La création d'une soixante dix-huitième section du CNU, qui relève d'une décision ministérielle, ne ferait pas sans doute pas grand bruit, et ne constituerait certes pas, en soi, une révolution. Mais elle redonnerait immédiatement de l'oxygène à une pensée sur l'économie qui en a cruellement besoin. Elle fournirait les conditions institutionnelles pour qu'un vrai pluralisme existe dans la vie des idées, dans la pensée économique et sociale, et *in fine*, dans les pratiques de l'économie dans la société.

Nous, économistes, philosophes, sociologues, historiens, juristes, spécialistes des sciences de gestion ou des sciences politiques, qui signons cet appel, réclamons cette nouvelle section. Pour celles et ceux d'entre nous qui se définissent d'abord comme économistes, nous y demanderions immédiatement notre rattachement et nous y assurerions un renouvellement en profondeur de la pensée et de la formation en économie. Tous, nous pensons que c'est là un enjeu décisif pour les sciences sociales et, beaucoup plus généralement, un enjeu de société.

Nous sommes prêts à expliquer au Président nouvellement élu pourquoi la création d'une section « Economie et société » aiderait à sortir de la crise intellectuelle qui affecte nos sociétés, menacées, comme le souligne Jürgen Habermas, de devenir « post-démocratiques ».

Premiers signataires :

- Membres du CA de l'AFEP

André ORLÉAN (président de l'AFEP, Directeur de recherches CNRS), Alain CAILLÉ (Professeur de sociologie, université Paris-Ouest), Bernard CHAVANCE (Professeur d'économie, université Paris-Diderot), Olivier FAVEREAU (Professeur d'économie, université Paris-Ouest), Florence JANY-CATRICE (Professeure d'économie, université Lille 1), Agnès LABROUSSE (Maîtresse de conférences en économie, Université de Picardie -

Jules Verne), Thomas LAMARCHE (Maître de conférences, université Paris-Diderot), Edwin LE HERON (Maître de conférences en économie, Sciences Po Bordeaux), Dany LANG (Maître de conférences en économie, université Paris 13), Philippe LÉGÉ (Maître de conférences en économie, Université de Picardie - Jules Verne), Claire PIGNOL (Maîtresse de conférences en économie, Université Paris1), Nicolas POSTEL (Maître de Conférences en économie, Université Lille 1), Gilles RAVEAUD (Maître de conférences en économie, université Paris 8 Saint-Denis), Michel ROCCA (Maître de conférences en économie, université Pierre Mendès France, Grenoble), Richard SOBEL (Maître de conférences en économie, université Lille 1), Bruno TINEL (Maître de Conférences en économie, université Paris 1), Bernard VALLAGEAS (Maître de Conférences en économie, université Paris Sud).

- Universitaires, enseignants et chercheurs français en sciences sociales :

Michel AGLIETTA (Professeur d'économie, université Paris-Ouest), Olivier BEAUD (Professeur de droit public, université Panthéon-Assas), Stéphane BEAUD (Professeur de sociologie, Ecole Normale Supérieure), Luc BOLTANSKI (Sociologue, directeur d'études à l'EHESS), Robert BOYER (Economiste, directeur de recherches au CNRS, directeur d'études à l'EHESS), Barbara CASSIN (Philosophe, directrice de recherches au CNRS, présidente de la section 35 « Philosophie » du CNRS), Pascal COMBEMALE (Professeur de sciences économiques et sociales au Lycée Henri-IV), Alain DESROSIERES (Statisticien, Centre Koyré d'histoire des sciences), Claude DIDRY (Sociologue, directeur de recherches au CNRS), Jean-Pierre DUPUY (Philosophe, université Stanford) , Julien FRETTEL (Professeur de science politique, université d'Amiens, président de l'AECSP, Association des enseignants et chercheurs de science politique), Marjorie GALY (Professeure de science économiques et sociales, Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg, présidente de l'APSES, Association des Professeurs de Sciences économiques et sociales), Michel LALLEMENT (Professeur de Sociologie, CNAM), Romain LAUFER (Professeur de marketing, HEC), Jean-Louis LAVILLE ((Professeur de Sociologie, CNAM), Christian LAZZERI (Professeur de philosophie, université Paris-Ouest), Danilo MARTUCCELLI (Professeur de sociologie, Université Paris-Descartes), Philippe MINARD (Professeur d'histoire moderne, université Paris-8, directeur d'études à l'EHESS), Roland PEREZ (Professeur émérite en gestion, université de Montpellier-1), Philippe ROLLET (Professeur d'économie, président de l'université Lille-1), Robert SALAIS (Directeur de recherches au CNRS), Philippe STEINER (Professeur de sociologie, université Paris-Sorbonne), Alain SUPIOT (Professeur de droit, directeur de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes, membre de l'Institut Universitaire de France), Laurent THEVENOT (Sociologue, directeur d'études à l'EHESS, administrateur de l'INSEE).

- Universitaires et chercheurs étrangers. *Premiers signataires* provenant de 10 pays : Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis, Irlande, Italie, Royaume-Uni

Ricardo ARAUJO, université de Brazilia (Brésil) ; Christian ARNSPERGER, université catholique de Louvain (Belgique) ; Isabelle CASSIERS, université catholique de Louvain (Belgique) ; Paul DAVIDSON, université du Tennessee (États-Unis) ; Amitava Krishna DUTT, université de Notre Dame (États-Unis) ; Gerald EPSTEIN, université du Massachusetts (États-Unis) ; Ben FINE, université de Londres (Royaume-Uni) ; Peter FLASCHEL, université de Bielefeld (Allemagne) ; Nancy FOLBRE, université du Massachusetts (États-Unis), Duncan FOLEY, New School for Social Research (États-Unis) ; Giuseppe FONTANA, université de Leeds (Royaume-Uni) ; Nancy FRASER, New school for Social Research, New York (États-Unis) ; Edward FULLBROOK, éditeur de la Real-World Economics Review (Royaume-Uni) ; James GALBRAITH, université du Texas (États-Unis) ; Geoffrey HODGSON, université d'Hertfordshire (Royaume-Uni) ; Jesper JESPERSEN, université de Roskilde (Danemark) ; John KING, université de La Trobe (Australie) ; Marc LAVOIE, université d'Ottawa (Canada) ; Tony LAWSON, université de Cambridge (Royaume-Uni) ; Fred LEE, université du Missouri (États-Unis) ; Stephen MARGLIN, université Harvard (États-Unis) ; Terrence Mc DOUNOUGH, université de Galway (Irlande) ; Richard R. NELSON, université Columbia (États-Unis) ; José Antonio OCAMPO, université Columbia (États-Unis) ; Luigi PASINETTI, université catholique de Milan (Italie) ; Michael PIORE, MIT (États-Unis) ; Theodore M. PORTER, université de Californie (États-Unis) ; Malcolm SAWYER, université de Leeds (Royaume-Uni) ; Bertram SCHEFOLD, université Goethe (Allemagne) ; Juliet SCHOR, Boston College (États-Unis) ; Tom STANLEY, Hendrix College (États-Unis) ; Diane TREMBLAY, université du Québec (Canada) ; Till Van TREECK, IMK (Allemagne).